

**Point de presse de la porte-parole -
Comores/Cinquième haut conseil
paritaire France-Comores -
Développement/Dixième réunion du
conseil national du développement
et de la solidarité internationale -
Ukraine/Situation en Crimée -
Turquie**

(Paris, 13 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Comores - Cinquième haut conseil paritaire France-Comores (Paris, 12 septembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat, ont coprésidé le 12 septembre à Paris le cinquième haut conseil paritaire France-Comores, avec M. Mohamed El-Amine Souef, ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la Francophonie de l'Union des Comores.

Les travaux se sont déroulés dans un climat amical et confiant et ont permis, comme l'avaient souhaité le président de la République et le président Azali Assoumani, de renforcer le dialogue bilatéral. Une feuille de route a été établie, visant à favoriser les échanges humains entre les îles de l'archipel dans un cadre légal et en renforçant la sécurité des liaisons maritimes et aériennes.

Afin d'approfondir la coopération bilatérale, il a été convenu de réunir d'ici la fin de l'année une commission mixte à Moroni.

2 - Développement - Dixième réunion du conseil national du développement et de la solidarité internationale (Paris, 14 septembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian présidera le 14 septembre la dixième session du conseil national du développement et de la solidarité internationale, en présence du secrétaire d'État, M. Jean-Baptiste Lemoyne.

Cette enceinte regroupe 53 personnalités qualifiées, représentant des acteurs engagés pour la solidarité internationale (ONG, syndicats, employeurs, acteurs économiques, parlementaires, collectivités territoriales, universités et centres de recherches, personnalités étrangères de haut niveau). Il a été créé pour permettre un échange régulier entre l'État et la société civile sur les

enjeux du développement.

M. Jean-Yves Le Drian aura un échange sur les objectifs et moyens alloués à l'aide publique au développement. Pour mémoire, le président de la République a fixé pour objectif d'investir 0,55% de notre revenu national pour l'aide publique au développement de la France d'ici à 2022.

Un bilan des actions des associations et autres acteurs de la société civile au service de cette aide sera dressé. Un groupe de travail destiné à faire des recommandations à l'État pour améliorer la participation des entreprises françaises au développement des pays du Sud sera mis en place. Une stratégie de mobilisation des ressources fiscales des pays en développement sera lancée.

Les débats seront également consacrés aux enjeux climatiques, avec pour objectif de mieux articuler réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays du Sud et lutte contre le changement climatique. Mme Laurence Monnoyer Smith, déléguée interministérielle pour la mise en oeuvre de l'Agenda 2030, fera en particulier un point sur la mise en oeuvre par la France des objectifs de développement durable dans le domaine du climat, en amont du sommet annoncé par le président de la République et qui se tiendra le 12 décembre.

3 - Ukraine - Situation en Crimée

Plus de trois ans après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, la situation des droits de l'Homme, et notamment celle de la communauté des Tatars, y reste préoccupante. La condamnation prononcée le 11 septembre contre M. Akhtem Tchiigoz, vice-président du Medjlis, assemblée coutumière des Tatars de Crimée, en est la malheureuse illustration.

La France et ses partenaires européens considèrent l'interdiction des activités du Medjlis par les autorités russes depuis avril 2016 comme une violation des droits des Tatars. Nous appelons donc à la libération de toutes les personnes détenues en violation du droit international. Nous rappelons que conformément à la résolution 71/205 de l'Assemblée générale des Nations unies, les organisations non gouvernementales et les mécanismes régionaux et internationaux de surveillance des droits de l'Homme doivent pouvoir accéder sans entrave à l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la Crimée et Sébastopol.

La France rappelle en outre qu'elle ne reconnaît ni la légitimité de l'organisation, ni les résultats des élections régionales organisées en Crimée le 10 septembre par les autorités de facto. Elle demeure attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

4 - Turquie

Q - Le gouvernement turc va acheter le système de défense aérien S-400 en provenance de la Russie. D'un point de vue diplomatique, n'est-ce pas un coup dur pour l'OTAN ?

R - L'achat de ces équipements militaires par la Turquie relève d'un choix souverain qu'il n'appartient pas aux membres de l'Alliance atlantique de commenter.

La Turquie est fortement soutenue par ses alliés de l'OTAN pour faire face aux menaces régionales qui pèsent sur sa sécurité. Depuis 2013, à la demande de la Turquie, l'Alliance atlantique déploie ainsi des systèmes de défense antimissile dans l'Est du pays. Un paquet de mesures d'assurance a en outre été adopté, comprenant pour la Turquie des survols d'AWACS de l'OTAN ainsi que des escales navales plus régulières des forces navales permanentes de l'OTAN./.